

Brochure n° 3173

Convention collective nationale

IDCC : 1810. – **ENTREPRISES DE PROPRETÉ**
(16^e édition. – Octobre 2005)

ACCORD DU 26 OCTOBRE 2005
RELATIF À LA MISE À LA RETRAITE AVANT 65 ANS

NOR : *ASET0551441M*
IDCC : *1810*

PRÉAMBULE

La loi du 21 août 2003 invite les branches professionnelles à conclure un accord fixant les contreparties en termes d'emploi lorsque l'employeur décide de rompre le contrat de travail d'un salarié ayant atteint l'âge visé à l'article L. 351-8 du code de la sécurité sociale.

Les parties signataires tiennent à rappeler les dispositions de l'accord du 17 octobre 1997 sur le temps partiel qui a également vocation à s'appliquer dans le cadre du présent accord.

I. – Champ d'application.

Le présent accord s'applique à l'ensemble des entreprises et des salariés :

- exerçant sur le territoire français, y compris les départements d'outre-mer, et ce quel que soit le pays d'établissement de l'employeur ;
- ayant une activité de nettoyage de locaux classée dans la nomenclature NAF, sous le code 747 Z, y compris les activités de nettoyage à l'occasion de remise en état ;
- et/ou de nettoyage à domicile de moquettes, tapis, tentures et rideaux relevant du code 930 A.

En conséquence sont exclus du champ d'application les établissements ou entreprises ayant pour activité :

- la désinfection, la désinsectisation et la dératisation ;
- le ramonage.

II. – Mise à la retraite avant 65 ans.

Article 1^{er}

Principe

La mise à la retraite, à l'initiative de l'employeur, d'un salarié qui, ayant atteint au moins l'âge fixé au premier alinéa de l'article L. 351-1 du code de la sécurité sociale, et qui peut faire liquider ses droits à la retraite de sécurité sociale à taux plein, ne constitue pas un licenciement mais une rupture autonome du contrat.

A la demande de l'employeur, le salarié s'engage à lui remettre une copie de son relevé de carrière.

Lorsque l'employeur envisage de mettre à la retraite un salarié, il doit en informer celui-ci en respectant un délai de prévenance de 3 mois avant la date de mise à la retraite.

Article 2

Contreparties

L'employeur s'engage dans un délai de 3 mois avant ou après la cessation du contrat de travail du salarié concerné :

- à procéder à une ou des embauches dans l'entreprise ou à des augmentations de mensualisation ;
- à faire figurer au registre du personnel les mises à la retraite avant 65 ans ainsi que les embauches compensatrices.

L'employeur s'engage avant la cessation du contrat du salarié concerné à informer les institutions représentatives du personnel lorsqu'elles existent.

L'employeur peut proposer à des salariés à temps partiel, au niveau de l'entreprise et en fonction des fiches de souhait, une augmentation de leur mensualisation en fonction des besoins et de l'organisation du travail.

Ces embauches peuvent se faire en contrat à durée indéterminée ou contrat à durée déterminée (apprentissage, alternance, CIE, CIRMA, etc.).

La somme des durées contractuelles mensuelles correspondantes, de la ou des embauches effectuées, doit être égale à la durée contractuelle du travail du salarié mis à la retraite.

En cas de rupture de la période d'essai du nouvel embauché, le délai total pour procéder à une nouvelle embauche est à nouveau de 6 mois.

Article 3

Indemnités

Le salarié faisant l'objet d'une décision de mise à la retraite bénéficie d'une indemnité de mise à la retraite égale à celle fixée à l'article 9.08.3 de la convention collective nationale des entreprises de propreté, à savoir :

De 2 ans à 5 ans d'ancienneté :

- 1/10 de mois par année d'ancienneté.

De 6 ans à 10 ans révolus d'ancienneté :

- 1/10 de mois par année d'ancienneté pour la fraction des 5 premières années ;
- 1/6 de mois par année d'ancienneté pour la fraction de 6 ans à 10 ans révolus.

A partir de 11 ans d'ancienneté :

- 1/10 de mois par année d'ancienneté pour la fraction des 5 premières années ;
- 1/6 de mois par année d'ancienneté pour la fraction de 6 ans à 10 ans révolus ;
- 1/5 de mois pour chaque année au-delà de 10 ans révolus.

La rémunération moyenne des 12 derniers mois de travail effectif ou selon la formule la plus avantageuse des 3 derniers mois sera prise en considération pour le calcul de cette indemnité (étant entendu que toute prime ou gratification de caractère annuel qui aurait été versée au salarié pendant cette période de 3 mois ne sera prise en compte que *pro rata temporis*).

Les indemnités de mise à la retraite seront exonérées de cotisations sociales selon la législation en vigueur.

IV. – Dépôt. – Extension.

Le présent accord sera déposé à la DDTEFP du Val-de-Marne et fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Villejuif, le 26 octobre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

FEP.

Syndicats de salariés :

Fédération des ports et docks CGT ;
Fédération des services CFTD ;
CFTC SEGIC-CSFV ;
FEETS-FO ;
SNCTAN-CGC.